

MM. JOXE ET MESSMER confèrent à Rocher-Noir avec les responsables de l'ordre

DÉTENTE DANS LES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET LE G.P.R.A.

MM. Louis Joxe et Pierre Messmer sont arrivés samedi, en début d'après-midi, à Rocher-Noir pour un séjour qui n'excéderait pas quarante-huit heures. Ils auront avec MM. Farès, Christian Fouchet et le général Fourquet des entretiens dont ils rendront compte au Comité des affaires algériennes prévu la semaine prochaine.

Les deux ministres examineront notamment sur place les conditions d'application des nouvelles mesures d'ordre mises au point vendredi soir au cours d'une importante réunion de travail. Cependant les attentats, qui ont causé vendredi la mort de vingt-quatre personnes, ont repris samedi matin, notamment à Alger, où neuf obus de mortiers ont été tirés sur le Palais d'été, tandis qu'une patrouille de gendarmes était mitraillée.

Samedi matin on apprenait d'autre part l'arrestation, le 16 mai, de l'assassin du commandant Poste, tué à Alger en octobre 1961, et celle, plus récente, de dix-huit membres de commandos O.A.S.

Signalons enfin que le bacchaga Boualam, vice-président de l'Assemblée nationale, a décidé de quitter l'Algérie, et s'est installé en Provence.

La semaine écoulée, qui avait été marquée par une certaine tension entre le gouvernement français et le F.L.N., s'achève sur une note de détente.

Après avoir haussé le ton à plusieurs reprises et vivement protesté contre l'impuissance des autorités françaises à venir à bout des commandos de l'O.A.S., les nationalistes algériens, sans doute satisfaits des assurances qui leur ont été données, ont, au cours de ces dernières quarante-huit heures, multiplié les gestes d'apaisement.

C'est ainsi du moins que l'on interprète leur intention de ne pas donner suite à des incidents de frontière qu'ils avaient d'abord dénoncés comme étant « très graves ». C'est également dans ce sens que vont les consignes adressées par les wilayas aux militants F.L.N. et qui peuvent se résumer ainsi : respecter les accords d'Evian; éviter tout incident avec les unités régulières; ne pas inciter à la désertion les musulmans servant dans l'armée française.

Enfin — et c'est là un autre signe de détente — le F.L.N. a rendu hommage aux autorités françaises chargées d'organiser l'accueil des réfugiés alors qu'il ne leur épargnait guère ses critiques il y a encore quelques jours.

Ces indices encourageants appellent néanmoins une remarque : les motifs de crise entre les signataires des accords d'Evian subsistent dans les grandes villes, et c'est d'Alger qu'est venu la semaine dernière l'« avertissement » adressé par le commandant Azzeine à l'exécutif provisoire —

c'est-à-dire, dans une certaine mesure, au G.P.R.A. — aussi bien qu'aux autorités françaises.

Cette mise en garde du chef F.L.N. d'Alger, qui reflétait l'impatience croissante des masses musulmanes, semble avoir été entendue à Rocher-Noir, où l'on est résolu à appliquer désormais sans retard les décisions annoncées récemment par le haut commissaire. On annonce déjà le remplacement des zouaves dans la Casbah par des éléments d'infanterie alpine et l'arrivée d'un premier contingent de policiers musulmans dans certains commissariats d'Alger.

Dans les jours qui viennent, d'autres mesures devraient entrer progressivement en application, notamment l'installation des premières unités de la force locale, retardée de semaine en semaine depuis plus d'un mois.

Le cas des rapatriés

Si certains problèmes finissent par trouver leur solution, si d'autres ne paraissent plus insolubles, en revanche un aspect de l'affaire algérienne prend, de jour en jour, une ampleur croissante. Il s'agit des rapatriés.

En dépit des menaces de l'O.A.S., les candidats au repli sont si nombreux que le nombre des bateaux en service est insuffisant. A Alger ou à Oran, les embarquements donnent lieu à des scènes pénibles qui ajoutent à l'amertume, sinon à la rancœur des Européens qui ont choisi de partir.

LE MOYEN 20.5-1969

4/11/69

4/11/69